

BOKO HARAM ANNONCE SON ALLÉGEANCE À ABU BAKR AL-BAGHDADI

Daesh gagne du terrain en Afrique

Ce n'était qu'une question de temps. Boko Haram a décidé de joindre, finalement, ses forces à l'Etat islamique en Irak et au Levant, la nébuleuse en concurrence avec Al-Qaïda. L'annonce en a été faite à travers une vidéo mise en ligne samedi par le groupe djihadiste nigérian.

Ainsi, le groupe Ahl Al Sunna pour la prédication et le djihad, autrement appelé Boko Haram, a tranché en rejoignant les rangs de Daesh après avoir fait durer le suspense depuis l'été dernier, lorsque Abu Mohamed Abu Bakr Shekau, l'imam attiré de Boko Haram, dans un enregistrement vidéo, clamait son soutien aussi bien à l'éminence grise d'Al-Qaïda, Aymen Al-Zawahiri, qu'à son alter ego de l'Etat islamique, Abu Bakr Al-Baghdadi. C'est une allégeance qui, en fait, coupe court à l'idée selon laquelle Boko

Haram n'aurait pas d'autre prétention que de faire sien le territoire compris entre le Nigeria et le nord du Cameroun. Ceci, en tous les cas, conforte la thèse du Président nigérian Jonathan Goodluck qui, sans trop vouloir s'étaler en détails précis, affirmait en février dernier disposer d'éléments irréfutables quant aux liens unissant Boko Haram avec Daesh qui, ainsi, s'étend encore un peu plus en Afrique où il s'est déjà assuré le ralliement du mouvement égyptien Ansar Beit Al Maqdes et des Libyens



Photo : DR

de Madjlis choura chabab al-islam. Ceci, après la tentative, apparemment avortée, de gagner à sa cause un groupuscule des djihadistes algériens de Jund Al-Khilafah mené par

Abdelmalek Gouri, abattu le 22 décembre dernier, quelques semaines après l'enlèvement puis l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel, le premier acte signé Daesh en Algérie.

Ce ralliement, pas surprenant pour certains spécialistes internationaux, intervient alors que Boko Haram se retrouve confronté à une offensive telle qu'il n'a pas connue depuis son irruption sur la scène sécuritaire internationale en 2009.

En effet, depuis quelques jours, l'armée nigériane, avec le soutien de ses alliés tchadiens, nigériens et camerounais, a repris aux islamistes plusieurs villes stratégiques, donnant un tout autre cours à la lutte contre Boko Haram qui, il faut le souligner, a agi dans l'indifférence internationale jusqu'à cette prise en otage de 237 lycéennes dans le nord-est du Nigeria, il y a près d'une année.

M. Azedine

SYRIE

Au moins 40 morts dans des combats acharnés entre Kurdes et l'EI

Au moins 40 combattants kurdes et jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ont été tués dans de violents affrontements pour le contrôle de Tall Tamer, une localité stratégique du nord-est de la Syrie, a affirmé dimanche une ONG.

Par ailleurs, onze civils ont péri dimanche lors d'un raid aérien du régime contre Erbine, une localité rebelle située à 7 km au nord-est de Damas toujours selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG pro-rebelles. 50 personnes ont été blessées.

«De terribles combats se sont déroulés

durant les dernières 24 heures autour de Tall Tamer», une localité à 40 km au nord-ouest de Hassaké tenue par les forces kurdes mais «que les jihadistes cherchent à prendre», a affirmé à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

«L'EI a d'abord réussi à avancer» mais les Unités de protection du peuple (YPG), la principale force kurde en Syrie, «ont demandé des renforts et réussi à le faire reculer. Les combats ont fait 40 morts de part et d'autre», a-t-il ajouté.

Les jihadistes veulent s'emparer de Tall Tamer car elle est doublement stratégique. Son contrôle leur permettrait de couper la voie de communication entre

l'est de la province et la ville de Hassaké, tenus par les Kurdes. Ils pourraient également s'ouvrir un corridor reliant la province d'Alep (nord) à la frontière irakienne et à Mossoul qu'ils contrôlent depuis juin.

Par ailleurs, à Damas, plusieurs civils ont été blessés par des roquettes de type katioucha tirées des zones rebelles sur le quartier de Mazzé et de la place des Omeyyades, dans l'ouest de Damas, selon l'OSDH.

Dans le nord de la Syrie, les combats se sont poursuivis entre jihadistes du Front al-Nosra et forces du régime autour de Handarat et Bashkoy.

L'OSDH, un chef local d'al-Nosra a

trouvé la mort et un enfant a été tué par un missile dans la localité rebelle de Hraitane.

Selon une source militaire, l'armée a relancé dans ce secteur une offensive dans la nuit de vendredi à samedi avec l'appui de l'aviation, après l'échec d'une première tentative le 20 février.

Enfin, dans la même province, al-Nosra a remis au Front Chami, une coalition d'organisations islamistes, la base militaire 46 d'où il avait chassé le 28 février le groupe rebelle syrien Hazem, considéré comme modéré et proche des États-Unis. Les rebelles avaient pris à l'armée cette base en novembre 2012.

ABOU DHABI

Un ex-député islamiste koweïtien poursuivi en justice aux Émirats

Les Emirats arabes unis ont annoncé dimanche qu'un ex-député koweïtien, l'islamiste Mubarak Al-Duwailah, serait poursuivi devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Abou Dhabi pour «incitation à la sédition» dans ce pays du Golfe.

Le procureur général des Emirats, Salim Saïd Kubaish, cité par l'agence officielle Wam, a dit que M. Duwailah avait accusé les Emirats d'«être hostiles à l'islam sunnite», en évoquant lors d'un débat télévisé la confrérie des Frères musulmans, déclarée organisation «terroriste» à Abou Dhabi.

M. Duwailah, un dirigeant du Mouvement constitutionnel islamique, émanation des Frères musulmans au Koweït, qui intervenait en décembre sur une chaîne parlementaire koweïtienne, avait accusé le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane, de mener campagne contre les Frères musulmans.

«Je ne comprends pas pourquoi Mohamed Ben Zayed est hostile à l'islam sunnite», avait-il alors déclaré.

Après ces déclarations, il avait été interrogé en janvier par le parquet du Koweït pour «insultes envers des dirigeants d'un pays ami» et remis en liberté sous caution. Mais aucune charge n'a été retenue jusqu'à présent contre lui au Koweït.

M. Duwailah, qui vit au Koweït, est poursuivi à Abou Dhabi pour «incitation à la sédition, atteinte à l'unité nationale et à la paix sociale par la propagation préméditée de fausses informations et de rumeurs», a indiqué le procureur général des Emirats. Il est également poursuivi pour «insultes» envers la justice émiratie pour avoir qualifié d'«accusations fabriquées» les charges retenues contre des islamistes aux Emirats. En juillet 2013, la Cour de sûreté de l'Etat d'Abou Dhabi avait condamné 69 islamistes à des peines de 7 à 15 ans de prison pour avoir formé une «organisation secrète» dans l'intention de «prendre le pouvoir» et pour avoir entretenu des contacts avec les Frères musulmans.

Le 15 novembre 2014, les Emirats avaient publié une liste de 83 groupes classés «terroristes», avec en tête la confrérie des Frères musulmans.

Ce pays mène une politique de la poigne de fer contre la mouvance islamiste. Les Emirats et le Koweït sont membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui groupe aussi l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar et Oman.

SELON LE MINISTRE IRAKIEN

DU TOURISME

La coalition anti-EI doit défendre le patrimoine irakien

La coalition internationale qui mène des frappes contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak doit protéger les sites archéologiques que les jihadistes veulent détruire, a déclaré dimanche le ministre irakien du Tourisme et des Antiquités.

Ces dernières semaines, l'EI a brisé d'inestimables objets conservés au musée de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, avant de viser la cité pluri-millénaire de Nimroud et, selon l'ONU, celle fortifiée de Hatra, fondée il y a plus de 2 000 ans.

«Ce que je demande à la communauté internationale et à la coalition internationale, c'est de frapper le terrorisme où qu'il soit», a déclaré Adel Fahd al-Cherchab à des journalistes à Baghdad.

«Nous demandons un soutien aérien», a-t-il ajouté. Car «le ciel n'est pas contrôlé par les Irakiens, le ciel n'est pas dans nos mains. Donc, la communauté internationale doit se servir des moyens qu'elle a», a-t-il ajouté.

«Hatra est un site au milieu du désert où l'on peut voir (depuis les airs) n'importe quelle infiltration», a avancé le ministre irakien.

Les destructions du patrimoine irakien

ont lieu dans les zones contrôlées par l'EI dans la province de Ninive (nord), où le gouvernement irakien est incapable d'intervenir, faute de troupes suffisantes. D'autant que des dizaines de milliers d'hommes sont mobilisés autour de la ville de Tikrit, plus au sud, pour tenter de la reprendre aux jihadistes. Cibler les jihadistes marquerait un changement pour la coalition, qui mène jusqu'à présent des frappes visant à affaiblir les capacités militaires de l'EI en Irak et en Syrie voisine. L'Unesco a condamné dimanche la destruction de Hatra, une ville fortifiée particulièrement bien conservée où architectures orientale et occidentale se mêlent. Mais M. Cherchab a précisé que son ministère n'avait pu confirmer ces informations. «On s'attendait à ce qu'ils cherchent à la détruire», a-t-il indiqué.

L'EI justifie ces destructions en arguant que les statues favorisent l'idolâtrie. Mais selon plusieurs experts, les «idoles» si vivement dénoncées dérangent moins les jihadistes lorsqu'il s'agit de les vendre au marché noir.

«Ils disent «c'est haram» et en même temps ils en vendent et en profitent financièrement», a dénoncé le ministre.